

2 Politique

**Révision des listes électorales
Le rythme s'accélère !**

R.HA
Libreville/ Gabon

DEUX semaines après la relance de l'opération de révision des listes électorales, l'engouement est déjà de mise. Les populations, à la satisfaction des commissaires, prennent d'assaut les centres aménagés pour la circonstance afin de se faire enrôler et vérifier leurs noms sur les listes affichées.

D'après les indications des agents enrôleurs, contrairement à la précédente opération (2015), les citoyens s'activent pour ne pas rater cette ultime opportunité à eux offerte par la loi. Selon les explications de certains agents enrôleurs, les bureaux sont pris d'assaut par une population particulièrement féminine et jeune qui visiblement souhaite se



Photo : R.H.A

L'opération est bien effective au 1er arrondissement.

faire entendre lors des prochaines échéances électorales. Lesquelles auront d'ailleurs une double tonalité, en ce sens qu'elles concerneront la Présidentielle (prévue en août) et les Législatives (en décembre)...

"Par jour nous recevons une trentaine de personnes, si

bien que nos horaires de départ ne sont plus respectés", nous a confié un agent enrôleur. Par contre, il déplore l'incivisme de certains citoyens qui, tels des loups, dans une bergerie continuent de distiller des informations erronées dans le seul but de décourager le plus grand nombre

de cette ultime étape. Nous avons justement rencontré un quinquagénaire qui nous a fait savoir qu'il ne s'est pas fait enrôler parce qu'on lui avait dit qu'il devait se munir de plusieurs pièces d'identité en plus d'une copie de son acte de naissance légalisée. Ce qui a été démenti par les

agents enrôleurs qui disent être confrontés à de telles situations au quotidien. Pour éviter tout malentendu, les populations sont invitées à se rapprocher des centres d'enrôlement pour être mieux édifiées. En somme, il reste encore un mois à nos compatriotes pour se rendre dans les

centres d'enrôlement munis d'une pièce d'identité, c'est-à-dire, la carte nationale d'identité, le passeport, l'acte de naissance, le certificat de nationalité pour les Gabonais naturalisés avant que les portes ne soient définitivement closes le 02 mars prochain.

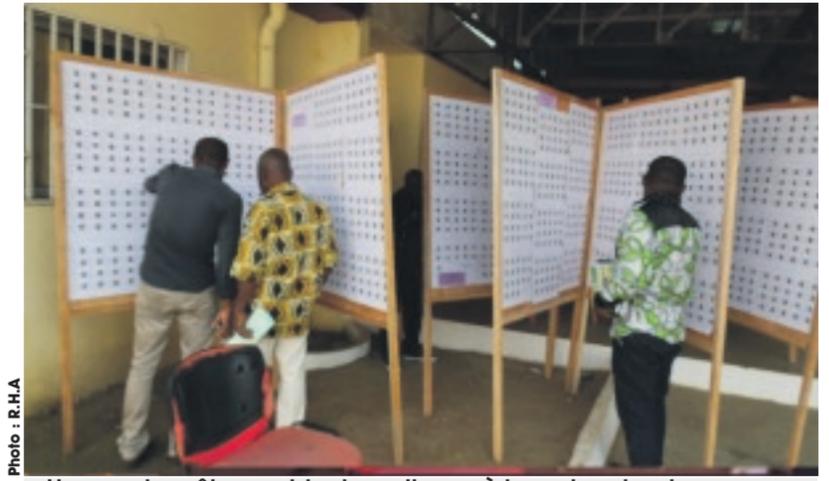


Photo : R.H.A

Un agent enrôleur guidant un citoyen à la recherche de son nom sur la liste affichée.

Majorité républicaine et sociale pour l'émergence/Union pour le développement et la liberté (UDL)

Des manœuvres et actions déstabilisatrices

SM
Libreville/Gabon

DANS une récente déclaration à la presse, le président de l'Union pour le développement et la liberté (UDL), Jean Emame Eyoune, a fait état de la tenue d'une session extraordinaire du bureau exécutif de son parti politique. Ces travaux, qu'il a du reste présidés, portaient essentiellement sur la situation

de l'UDL qui serait, depuis quelques temps, victime des manœuvres et actions déstabilisatrices.

C'est dans ce cadre que le bureau exécutif de cette formation politique membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, s'est penché sur la suite à donner à la requête introduite au Conseil national de la démocratie (CND) par Jean de Dieu Ekouaghe Anzele, ancien président de l'UDL. Une qualité qu'il a perdue depuis 2008. Selon l'ora-

teur, ce dernier serait en complicité avec le questeur du CND, Noël Bouroubo Epembia, pour tenter de déstabiliser ce parti dont le gros de l'activité est réduit à quelques quartiers de Makokou dans la province de l'Ogooué-Ivindo. A M. Epembia, il est reproché la tentative de manipulation de la commission permanente N°3 du CND, chargée d'instruire la requête d'Ekouaghe Anzele.

Au terme de ses travaux, le bureau exécutif de l'UDL a décidé de donner une suite

judiciaire aux manœuvres de son ancien président. Par ailleurs, tout en rappelant que le bureau présidé par Jean Emame Eyoune est l'émanation des conclusions du congrès tenu à Makokou en août 2010 et ayant fait l'objet d'un acte administratif de la part du ministère de l'Intérieur, le bureau exécutif de l'UDL a réaffirmé "avec fermeté, son ancrage au sein de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence" qui soutient le président Ali Bongo Ondimba.



Photo : DR

Le président en exercice de l'UDL, Jean Emame Eyoune, lors d'une précédente sortie.

Tribune des Partis politiques

Clair-obscur

SAMEDI dernier, au siège du parti sis à Petit-Paris, le leader du Rassemblement pour le Gabon (RPG) Paul Mba Abessole recevait les vœux de quelques militants encore fidèles à ses principes idéologiques. Un constat cependant : l'esplanade du siège de cette formation politique membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, était complètement dégarnie. De quoi nourrir quelques inquiétudes.

Comme à son habitude, dans un style ampoulé, le prêtre défroqué a saisi cette occasion pour décocher, une fois encore, des flèches empoisonnées en direction d'un système politique qu'il défend pourtant, en tant que signataire de la Charte de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

Juger ce n'est pas comprendre ! Morceaux choisis : "2016 doit être l'année de la libération et du choix d'un vrai système démocratique, car l'actuel a failli dans sa mission d'apporter le bonheur aux populations (...) Notre pays renferme-t-il encore des partis politiques au sens propre du terme ? Je constate que tous sont en crise ouverte ou latente. Une situation qui est le résultat de la transhumance politique dont les acteurs des partis sont des adeptes. Mais aussi et surtout du pouvoir en place qui les pousse à

la mort, aussitôt après leur reconnaissance. D'où la nécessité de changer ce pouvoir-là (...) Aujourd'hui, il n'y a plus un seul Gabonais qui ne se plaigne pas du fonctionnement de l'Etat et de son administration. Le pouvoir reconnaît les partis politiques, mais ne leur donne pas les moyens d'exercer leur souveraineté. Résultat, les partis de la majorité, aussi bien que ceux de l'opposition, végètent. Certains seraient même en train de mourir, car le pouvoir en place les pousse à la mort à cause de sa volonté de bâtir l'hégémonie d'un seul parti : le PDG. Pourquoi alors parler de multipartisme ? J'invite, pour se faire, les partis politiques de la majorité et de l'opposition, la société civile et les communautés religieuses, à s'unir afin d'œuvrer ensemble pour l'alternance. J'invite aussi les populations à s'enrôler massivement car la bataille de l'alternance débute à ce niveau (...) Car le vote sera le choix final qui consistera à mettre à la porte l'actuel système".

Victor Hugo avait raison : " Admirons les grands maîtres, ne les imitons pas ! ". Car un tel discours, pamphlétaire à tous les niveaux, dans une période que celle proche de la Présidentielle, il est clair que Paul Mba Abessole en aurait pris pour son grade. Mais cette joute électorale à venir est tellement cruciale, que certains alliés

politiques, même devenus "gênants", constituent un "mal nécessaire".

C'est, à tout le moins, l'attitude que semble avoir adoptée désormais la locomotive de la majorité : le Parti démocratique gabonais (PDG). De supporter certains "affronts". Jusqu'à ce que passe le vent tumultueux de la Présidentielle ? Certainement ! Car il ne faut pas "dépeupler" le camp majoritaire. Au risque d'"alimenter" l'opposition ?

C'est à croire ! Si tant est que, dans cet exercice qui lui sied bien, devenu un réflexe Pavlovien, Mba Abessole agit comme bon lui semble. Convaincu qu'il serait, qu'en pareille époque aussi sensible, où la majorité a besoin de toutes ses troupes pour l'élection de son poulain, que celle-ci ne ferait pas, justement, "l'erreur" de le pousser hors du cercle. Grognard, le leader du CLR, Jean-Boniface Assélé surfe aussi, de temps à autre, et dans son style, sur cette vague de menaces.

Du coup, l'ancien locataire de "Mambré", véritable navigateur en eaux troubles, multiplie, à son aise, des coups de gueule. Juste pour attirer l'attention. L'image d'un bébé dont les cris et les pleurs constituent son seul langage. Surtout lorsqu'il veut manger.

Le "chien qui aboie ne mord pas !" Une li-

tote. Pour preuve, lors de la Présidentielle de 2009, alors qu'il ne l'avait annoncé avant, Mba Abessole surprenait l'opinion en tournant casaque. Il portait, contre toute attente, son dévolu sur André Mba Obame.

A Medouneu, les conseillers locaux estampillés RPG auraient pu assurer la victoire au candidat du PDG aux Sénatoriales dernières. On l'accusera d'avoir fomenté cet échec. Pour "punir", dit-on, le PDG de son "égoïsme". Le dernier exemple de sa félonie est le refus de voir son directeur de cabinet politique entrer au gouvernement, lors du remaniement de septembre 2015. Autant d'actes posés qui font aisément comprendre que le leader du RPG, en attaquant de front, cherche simplement, comme à son habitude, à attirer l'attention d'un pouvoir qui le "néglige". Afin qu'on lui apporte des friandises ?

Mais l'on ne peut pas impunément critiquer un pouvoir qu'on défend, en tant qu'allié, et ne pas avoir le courage de franchir la porte de sortie. Couardise ou realpolitik ? Toujours est-il qu'en s'inscrivant dans ce jeu, du reste "clair-obscur", Mba Abessole agace plus d'un. Même si en politique, disait Jean-Paul Sartre : "Chaque homme doit inventer son chemin".